



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT  
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE  
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

Berne, le 13 novembre 1987

**Note d'information**  
**aux membres du Conseil fédéral**

**Mon voyage à Lisbonne**  
**(9-10 novembre 1987)**

Je me suis rendu à Lisbonne pour inaugurer officiellement, le 9 novembre, la Chambre suisse pour le commerce et l'industrie au Portugal.

Sans doute l'ouverture d'une Chambre de commerce suisse dans un pays étranger (communautaire de surcroît) représente-t-elle un développement d'une certaine importance dans les relations économiques entre deux pays. A l'instar des autres pays méditerranéens membres des Communautés, le Portugal offrira sans doute au cours des prochaines années d'intéressantes possibilités pour les entreprises suisses, tant sont grands et le retard économique du pays - le plus pauvre de la Communauté - et l'effort de rattrapage engagé par ses Autorités avec l'aide de la Communauté.

Ce voyage avait un second objectif: reprendre au plus haut niveau gouvernemental possible le contact économique avec le Portugal. Tel n'avait en effet plus été le cas depuis que le Portugal a quitté l'AELE. Ce second objectif a été atteint au-delà de tout espoir: j'ai en effet eu la possibilité de m'entretenir avec le Président de la République portugaise, M. Mario Soares, avec le Premier Ministre, M. Anibal Cavaco Silva, le Vice-Premier Ministre, M. Eurico de Melo, le Ministre de l'industrie et de l'énergie, M. Luis de Mira Amaral, et avec le Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, M. Miguel Antonio Horta e Costa.



A ce large éventail de personnalités politiques, j'ai fait part de notre admiration pour l'effort - réussi - de rénovation et de stabilisation de la démocratie portugaise, et pour l'entreprise actuellement engagée de redressement économique du pays. Je leur ai bien entendu présenté la position et la politique de la Suisse relatives à l'intégration européenne et aux négociations de l'Uruguay Round du GATT, les relations économiques bilatérales étant bonnes et pratiquement exemptes de problèmes.

Mes interlocuteurs ont été particulièrement réceptifs à la volonté de la Suisse d'apporter en tant que membre de l'AELE sa pleine contribution à la construction de l'Europe, et notamment à la création d'un espace économique européen homogène et dynamique. Comme nous-mêmes, ils souhaitent éviter à l'Europe une nouvelle césure, essentiellement économique celle-là.

A l'issue de ce voyage, je suis confirmé - la confirmation était cependant nécessaire - dans mon opinion que nous pourrons compter sur l'appui du Portugal dans notre démarche à l'égard des Communautés européennes. La participation du Président Soares (entouré du Vice-Premier Ministre et du Ministre de l'industrie) à la cérémonie d'ouverture officielle démontre bien l'estime et l'amitié que nous porte le Portugal. L'image de la Suisse est excellente dans ce pays. J'ai cependant également aussi acquis la conviction que, durant les prochaines années, les problèmes de politique extérieure ne seront pas au centre des préoccupations du Gouvernement portugais. Les énergies du pays seront concentrées sur l'effort interne destiné à combler le fossé qui le sépare de ses partenaires économiques, communautaires et autres. La tâche, il est vrai, est titanesque. L'économie suisse, dont l'activité commerciale et d'investissement sera sans doute stimulée par la nouvelle Chambre pour le commerce et l'industrie, aura à cet égard une contribution non négligeable à apporter à nos amis portugais.



Jean-Pascal Delamuraz